



RÉVOLUTIONNAIRES

Tours · agglomération

Bulletin des militant·e·s du NPA 37

Non à la loi Darmanin !

La loi dite « Asile et immigration », dont le ministre de l'Intérieur Darmanin s'est fait le champion, n'a finalement pas été examinée à l'Assemblée nationale grâce à l'utilisation d'une astuce parlementaire la retirant de l'ordre du jour. Mais elle n'est pas enterrée pour autant. Car gouvernement, droite et extrême droite rivalisent de mensonges et d'infamie à associer immigration et criminalité.

Mais pour nous travailleuses et travailleurs de tous les secteurs vitaux, les immigrés c'est nous-mêmes, ou nos voisins, proches et collègues. Et nous disons « non » au poison raciste venu d'en haut !

Le projet de loi avait été encore durci. L'acquisition de la nationalité par droit du sol pour les enfants nés en France de parents étrangers a été remise en cause. L'AME, permettant à des sans-papiers de se faire soigner est menacée malgré l'alerte donnée par de nombreux soignants et médecins ! L'Assemblée nationale avait aussi validé les limitations au regroupement familial et la restriction des conditions (déjà très difficiles) ouvrant droit au titre « étranger malade » (2 % des titres de séjour accordés en France...).

Darmanin, comme l'extrême droite, associe délinquance et immigration, en envoyant à des médias 4 000 « profils d'étrangers délinquants » qui auraient été expulsés si sa loi était passée. Le gouvernement ouvre la voie à l'extrême droite à chaque fois qu'il oppose les travailleurs les uns aux autres, pour tenter de nous détourner de la lutte collective pour nos salaires et nos conditions de travail.

Ce sont aujourd'hui des travailleuses et travailleurs issus de l'immigration, comme la classe ouvrière de ce pays, qui construisent les installations des Jeux olympiques, nettoient les couloirs du métro, s'occupent des enfants et des personnes âgées, ou sont à la plonge dans les restaurants. Travaux essentiels à toute la société.

Un dispositif de cette loi portait sur la régularisation de ceux qui n'ont pas de papiers dans les métiers dits « en tension ». Mais la dite régularisation serait toujours soumise au pouvoir des préfets, qui s'y opposent déjà le plus souvent. Les prétextes seront légions pour priver des travailleurs et des travailleuses de leur titre de séjour, et permettre au patronat de les exploiter plus durement, par le chantage au retrait du titre de séjour et à l'expulsion.

Le racisme d'État est une des manières d'opprimer des travailleurs à nos côtés. Personne n'est illégal ! Ceux qui soutiennent cette loi raciste sont les mêmes qui détruisent les services publics faute de moyens, les mêmes qui refusent toute augmentation générale des salaires, les mêmes qui soutiennent les bombardements des civils à Gaza. Darmanin et sa loi se sont pris les pieds dans le tapis parlementaire. Pour envoyer toute sa politique raciste à la poubelle, travailleuses et travailleurs de tous pays, unissons-nous !

le 17/12/23

Enfants à la rue :

il y a urgence à leurs trouver un toit !

Le collectif « pas un enfant à la rue » alerte les pouvoirs publics depuis des mois. Enseignantes et parents d'élèves de l'école Michelet, ils se sont mobilisés pour que les enfants scolarisés dans leur école et leurs familles ne restent pas à la rue. Des familles en situation de précarité, mais à qui le 115, saturé n'avait souvent rien à proposer. C'est donc l'école qui leur a été ouverte la nuit.

Mais la mairie préfère embaucher des flics municipaux et installer des caméras de surveillance, plutôt que d'ouvrir des salles municipales, construire des logements sociaux, crèches, des haltes garderies ou embaucher des

travailleurs sociaux.

Surprise, une mairie de gauche qui ne répond pas aux besoins élémentaires des plus pauvres !

Le député écologiste Charles Fournier a accueilli plus de 10 jours une famille dans sa permanence. Le collectif « pas un enfant à la rue » héberge à nouveau une famille à l'école. Face à la même situation, la ville de Blois avait hébergé en urgence 2 familles dans ses locaux.

A Tours les élus locaux et l'État se renvoient la balle, mais aucune place nouvelle d'hébergement n'est ouverte.



Les COPains d'abord

Selon le président de la COP28, la 28e conférence des Nations unies sur le climat de Dubaï se serait conclue sur une déclaration « historique ». Alors que les énergies fossiles sont responsables de 80 % des émissions de gaz à effet de serre, un tabou aurait été levé. Créé en 1995, la COP a osé évoquer pour la première fois une « transition hors des énergies fossiles ». Pitoyable.

On comprend la joie du président de la COP28, le Sultan Ahmad Al-Jaber. Celui-ci est à la fois ministre de l'Industrie des Emirats arabes Unis où se tenait la COP28 et PDG du groupe pétrolier national Abu Dhabi National Oil Company, Adnoc. A la tête des quatrièmes réserves pétrolières mondiales, Ahmad Al-Jaber pouvait compter sur l'appui des 2456 lobbyistes pétroliers présents à Dubaï contre 636 à la COP27, dont le PDG de TotalEnergies,



Patrick Pouyanné, qui s'est félicité de la déclaration finale.

La COP28 réussit l'exploit de classer en même temps le gaz dans les « énergies de transition ». Elle ne fixe aucun objectif contraignant de réduction des énergies fossiles. La production d'énergies fossiles, qui ne cesse de croître, n'est pas près de diminuer selon les prévisions de l'OPEP.

Alors que les effets du réchauffement climatique s'intensifient (canicules, sécheresses, pluies diluviennes, inondations, fonte des glaces...), les grandes compagnies pétrolières pourront continuer à engranger

des centaines de milliards de dollars de bénéfices avec la bénédiction de la COP. Rien n'arrêtera leur course aux profits, sauf l'action collective et massive des victimes du dérèglement climatique que nous sommes tous.

Contagion de grèves dans les hôpitaux du 37 !

Aux grèves des soignants de l'hôpital pour enfants de Clocheville commencées en juin qui exigent des embauches parce qu'ils sont épuisés et que la santé des usagers est en danger s'ajoute depuis le 28 novembre celle de ceux de l'hôpital Trousseau avec les mêmes revendications!

Les syndicats chiffrent à 200 le nombre d'embauches nécessaires sur ces sites là.

A Luynes, le centre hospitalier s'est aussi mis en grève. Et c'est maintenant le collectif « Tours Psy » qui alertent sur la fermeture temporaire de 12 lits, toujours à Trousseau à partir du 18 décembre. Un appel à la grève est lancé par plusieurs syndicats pour le 19. Un rassemblement est aussi annoncé pour le 20 à 14h30 devant Clocheville.

Il y a urgence à ce que se soient les travailleurs de la santé qui décident et contrôlent les politiques de santé, avec les usagers et pas les politique inféodés au capitalisme.

Gros couac à la mairie de Tours !

Depuis le début de l'année, les musiciens de l'orchestre symphonique de Tours et leurs syndicats demandent à sortir de la précarité en transformation leurs CDDU en CDI.

UN CCDU, c'est un contrat à durée déterminée d'usage, c'est à dire qu'ils ne sont payés que pour les heures de répétition et de spectacle.

Leur employeur, le maire de Tours, leur a alors proposé des CDI à temps partiels, pour des salaires de misère. Inacceptable pour des musiciens qui travaillent leurs instruments tous les jours pour satisfaire au niveau d'exigence attendu.

Ils se sont mis en grève le 2 décembre, pas de Beethoven, concert annulé.

L'adjoint à la mairie de Tours, délégué à la culture devant ce tollé lâche cette phrase cynique "

Cette grève n'apportera rien. Ça ne sert à rien..." A voir. Un opéra sans musique fait plus de bruit que le pipeau de la mairie.

Une perspective pour les Palestiniens et les Israéliens

Alors que les bombardements israéliens ont fait près de 20 000 morts parmi la population de Gaza, Biden presse Netanyahu d'aller vers une solution politique à deux Etats. Mais que serait un Etat palestinien, sinon une collection de bantoustans* privés d'autonomie et de liberté ?

L'autre solution serait un seul Etat réunissant Juifs et Arabes. Un Etat binational socialiste des travailleurs garantirait que les uns ne domineraient pas les autres quel que soit leur poids démographique. Aucun dirigeant actuel n'y est favorable. Cet Etat ne pourrait survenir que par l'irruption des masses pauvres et de la classe ouvrière. Une situation révolutionnaire qui pourrait entraîner tous les peuples du Moyen-Orient qui vivent sous l'oppression.

* Au temps de l'Apartheid en Afrique du Sud, les bantoustans étaient de très petits territoires laissés en gestion à des populations noires.



« A nous de vous faire préférer le train » - pub sncf

En 2024, dans la région Centre Val de Loire, les rames Corail très confortables seront remplacées par des « Régio2n », "tapes culs" avec des wc souvent hors d'usage constatent les usagers et les collègues des ateliers de maintenance !

La détérioration des conditions de transport avec les retards réguliers s'additionne à la hausse du prix des billets !

Alors que la SNCF a engrangé plus de 2 milliards de bénéfices en 2022, elle continue de maltraiter les usagers !

Souscription 2023 du NPA

Pour financer son combat révolutionnaire, le NPA ne peut compter que sur le soutien de celles et ceux qui le partagent. Nous ne touchons aucune subvention de l'État et nous n'avons que des ennemis dans le grand patronat ! Nous nous tournons vers vous, jeunes, travailleuses et travailleurs, pour financer nos activités : meetings, tracts, bulletins, affiches – le NPA est un parti militant, toujours en campagne, et pas seulement à l'occasion des élections !

Vous pouvez dès maintenant verser un don. Toutes les informations sur :

<https://nouveau-parti-anticapitaliste.fr>

Le bulletin « Anticapitalistes » change de nom pour devenir « Révolutionnaires », à l'image du nouveau journal.

Lors du congrès de décembre de 2022, une des plateformes du NPA a choisi de se séparer du reste de l'organisation. A Tours, cette situation se traduit par l'existence de deux comités séparés.

Ce bulletin a été écrit par des militant·e·s du Nouveau Parti Anticapitaliste de Tours et son agglomération, qui continuent à construire un parti pour tous les exploité·e·s et les opprimé·e·s, qui ont, à eux seuls, la capacité et la force de changer cette société, non par les élections, mais par leurs propres luttes.

<https://nouveau-parti-anticapitaliste.fr>

RÉVOLUTIONNAIRES